

RAPPORT ANNUEL 2003

SOMMAIRE

LE MOT DU PRESIDENT

I. - PRESENTATION DU FAGACE

II. - ORGANES DU FONDS

III. - CONTEXTE ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET SITUATION EN AFRIQUE

IV. - ACTIVITES DE L'EXERCICE

4.1. - Réunions des Instances

4.2. - Activités Administratives et Juridiques

4.2.1. - Activités administratives

4.2.1.1. - Organisation des services

4.2.1.2. - Formation

4.2.2. - Activités juridiques

4.3. - Activités opérationnelles

4.3.1. - Identification de projets

4.3.2. - Evaluation de projets

4.3.3. - Approbations nouvelles

4.3.4. - Bilan des interventions au 31/12/2003

4.3.5. - Suivi des projets approuvés

4.4. - Coopération

4.5. - Situation financière

4.5.1. - Bilan et comptes annexes

4.5.2. - Exécution du budget

4.5.3. - Vérification des comptes

V. - CONCLUSION

VI. - ANNEXES

6.0. - Organigramme du Fonds au 31/12/2003

6.1. - Bilan des interventions au 31/12/2003

6.2. - Bilan et comptes annexes au 31/12/2003

6.3. - Détail des approbations nouvelles

6.4. - Lettre de certification du Commissaire aux comptes

LISTE DES SIGLES

AFD	Agence Française de Développement
AIAFD	Association des Institutions Africaines de Financement du Développement
ALG	Autorité du Liptako-Gourma
ASE	Structure d'Appui aux Services et Entreprises
BACB	Banque Agricole et Commerciale du Burkina
BACI	Banque Atlantique de Côte d'Ivoire
BAD	Banque Africaine de Développement
BADEA	Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BCR	Banque Commerciale du Rwanda
BDEAC	Banque de Développement des Etats de l'Afrique Centrale
BDRN	Banque de Développement et de Reconstruction du Niger
BIAO	Banque Internationale pour l'Afrique de l'Ouest
BICIS	Banque Internationale pour le Commerce et de l'Industrie du Sénégal
BID	Banque Islamique de Développement
BOA	Bank Of Africa
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BR	Banque de Règlement
BRD	Banque Rwandaise de Développement
BRVM	Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BSIC	Banque Sahélo-Saharienne pour l'Investissement et le Commerce
BST	Banque Sénégal-Tunisienne
BTCl	Banque Togolaise pour le Commerce et l'Industrie
CBAO	Compagnie Bancaire pour l'Afrique de l'Ouest
CEDEAO	Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	Communauté Economique Monétaire de l'Afrique Centrale
CL	Crédit Lyonnais
DC	Dépositaire Central
FONDS CEDEAO	Fonds de la Communauté Economique Des Etats de l'Afrique de l'Ouest
FSA	Fonds de Solidarité Africain
OAPI	Organisation Africaine pour la Propriété Intellectuelle
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation du Droit des Affaires en Afrique
SBGS	Société Générale de Banques du Sénégal
SFI	Société Financière Internationale
SIB	Société Ivoirienne de Banques
SID	Société Islamique pour le Développement du secteur privé
SIFIDA	Société Financière Internationale pour le Développement en Afrique
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine
UTB	Union Togolaise de Banques

MOT DU PRESIDENT



Le 26^{ème} rapport annuel du FAGACE retrace les activités de l'Institution au cours de l'exercice 2003, qui se sont déroulées dans un environnement économique international et régional caractérisé par une relative stabilité.

Les réformes adoptées au cours de l'exercice (révision du coefficient multiplicateur), la stratégie de communication mise en place de même que le renforcement de la coopération, ont permis de relever le niveau des activités opérationnelles.

Celles-ci ont concerné l'identification, l'évaluation et le suivi des projets. Quarante-deux interventions nouvelles en aval ont été approuvées au cours de l'exercice, portant à 117 229 millions FCFA les engagements cumulés en garantie. Ces interventions auxquelles il convient d'ajouter les bonifications pour un montant de 4 005 millions FCFA et les participations qui s'élèvent à 500 millions FCFA sont relatives à 118 projets. De même, les avals ont permis de mobiliser des financements de l'ordre de 310 millions FCFA.

Au plan financier, il convient de noter l'amélioration considérable du résultat (après trois années consécutives de déficit, le résultat de l'exercice est bénéficiaire). La structure financière est consolidée grâce à l'accroissement des produits liés à l'activité opérationnelle, ce qui a réduit la dépendance de l'Institution à l'égard des produits de placement.

Dans le domaine de la coopération, le Fonds a poursuivi et intensifié ses relations avec les pays membres, les Institutions et Organisations de développement régionales et internationales.

Les perspectives de développement sont prometteuses avec la diversification des opérations à court terme (confirmation des crédits documentaires, assurance-crédit) et la restructuration, la transformation et l'ouverture du capital social à de nouveaux membres (pays et institutions financières).

Bassary TOURE

*Ministre de l'Economie et des Finances
du Mali,
Président en exercice du Conseil
d'Administration*

I. - PRESENTATION DU FAGACE

1.1. - Création - Objet - Fonctionnement

Le Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique (FAGACE) est un établissement public international à caractère économique et financier. Son siège social est situé à Cotonou en République du Bénin.

Etats Membres

Les Etats membres au nombre de neuf (9) sont : BENIN, BURKINA, CENTRAFRIQUE, COTE D'IVOIRE, MALI, NIGER, RWANDA, SENEGAL, TOGO.

Objet

L'objet du FONDS est de contribuer au développement économique et social des Etats membres, pris individuellement ou collectivement en participant au financement de leurs projets de développement ou en facilitant leur réalisation par des mesures d'accompagnement comme la bonification ou l'allongement de la durée des crédits. Un intérêt particulier est accordé aux Etats membres les plus défavorisés économiquement, soit en raison de leur situation géographique soit par suite de catastrophes ou de calamités naturelles.

Objectifs

Le FONDS :

- garantit les emprunts productifs destinés au financement de projets économiquement et financièrement rentables,
- accorde des bonifications d'intérêt et des allongements de la durée des crédits en faveur d'opérations à caractère économique dont la rentabilité ne peut être assurée dans les conditions initiales du prêt,
- finance des interventions spécifiques sur emprunts et subventions,
- prend des participations au capital social d'entreprises nationales ou régionales.

Domaines d'intervention

Les principaux domaines d'intervention du FONDS sont :

- les industries de valorisation des ressources naturelles locales ou d'import substitution,
- le développement rural : agriculture, élevage,
- les infrastructures,
- les petites et moyennes entreprises de production de biens et services.

Bénéficiaires

Les bénéficiaires des interventions du FONDS peuvent être :

- les Etats membres de l'Institution ou leurs démembrements : organismes publics ou parapublics, collectivités locales,
- les entreprises privées ou mixtes, individuelles ou collectives, nouvellement créées ou en expansion, ayant leur siège et leur champ d'activité principale dans un ou plusieurs Etats membres,
- les institutions financières nationales,
- les organismes régionaux dont l'activité concourt à l'intégration des économies des Etats membres.

1.2. - Composition des organes

Organes d'Administration et de Gestion :

Administration

Le FONDS est administré par :

- Le Conseil d'Administration, organe suprême de l'Institution qui comprend les Ministres chargés des Finances des Etats membres. Le Conseil d'Administration définit notamment les orientations générales du FONDS, modifie les statuts, nomme le Directeur Général et le Commissaire aux comptes ;
- Le Comité de Gestion qui reçoit délégation de pouvoir du Conseil d'Administration et comprend deux représentants par Etat membre dont celui du Ministre chargé des Finances. Il autorise les interventions, adopte le budget, approuve les comptes financiers.

Gestion

La gestion courante du FONDS est assurée par un Directeur Général. Il représente l'Institution, reçoit et instruit toutes les demandes d'intervention, suit les engagements pris.

1.3. - Ressources

Les ressources du FONDS proviennent :

- d'une dotation (capital) constituée par les contributions des Etats membres,
- du produit de ses placements,
- du produit de la rémunération de ses interventions,
- des emprunts spécifiques,
- de toutes autres origines.

Au 31 décembre 2003, le capital social s'élève à 7 737 millions de FCFA.

II. - ORGANES DU FONDS

CONSEIL D'ADMINISTRATION

PRESIDENT

MALI

M. Bassary TOURE
Ministre des Finances

MEMBRES

BENIN

M. Grégoire LAOUROU
Ministre de l'Economie et des Finances

BURKINA

M. Jean-Baptiste COMPAORE
*Ministre délégué auprès du Premier Ministre
chargé des Finances et du Budget*

CENTRAFRIQUE

M. Jean-Pierre LEBOUDER
*Ministre d'Etat chargé du Plan, de
l'Economie, des Finances et de la
Coopération Internationale*

COTE D'IVOIRE

M. Bohoun BOUABRE
Ministre de l'Economie et des Finances

NIGER

M. Lamine ZEINE
Ministre des Finances et de l'Economie

RWANDA

M. Donat KABERUKA
*Ministre des Finances et de la Planification
Economique*

SENEGAL

M. Cheikh Hadjibou SOUMARE
Ministre chargé du Budget et de l'Habitat

TOGO

M. Débaba BALE
*Ministre de l'Economie, des Finances et des
Privatisations*

COMITE DE GESTION

PRESIDENT

MALI

M. Aboubacar Alhousseyni TOURE
*Directeur Général de la Dette Publique au
Ministère de l'Economie et des Finances*

MEMBRES

BENIN

M. Séraphin LISSASSI
*Directeur de l'Intégration Africaine au
Ministère de l'Intégration Africaine*

M. Bertrand CODJIA
*Directeur Général du Budget et du Matériel
au Ministère des Finances et de l'Economie*

BURKINA

M. Tibila KABORE
*Conseiller Technique au Ministère des
Finances et du Budget*

M. Alexis K. YANOGO
*Directeur de la Coopération Bilatérale au
Ministère des Finances et du Budget*

CENTRAFRIQUE

M. Richard LAKOE
*Chargé de Mission en matière de Banques
Assurances et Institutions Financières
Internationales au Ministère des Finances
chargé du Budget*

M. Jonathan KPIDOU
Conseiller Economique à la Primature

COTE D'IVOIRE

M. Léandre DALLO GBOGA
*Chargé d'Etudes à la Direction des Affaires
Economiques Extérieures et de l'Intégration
sous-régionale (DAFEXIS) au Ministère de
l'Economie et des Finances*

M. Antonin YAO KOUASSI
*Sous-Directeur de la Coopération Bilatérale
et Multilatérale à la DAFEXIS au Ministère
de l'Economie et des Finances*

MALI

Dr. Ousmane DIALLO
*Chef Département Publiques, Economiques
et Financière à la Direction Générale de
l'Intégration Africaine*

NIGER

M. Harouna DIAFFRA
*Secrétaire Général au Cabinet de la
Présidence de la République*

Mme ABOUDOULAYE
*Directrice Générale du Budget au Ministère
des Finances et de l'Economie*

RWANDA

M. Justin UYISENGA

Directeur de l'Inspection Générale des Finances au Ministère des Finances

SENEGAL

Mme Dieng Néné MBOUP NDIAYE
Directrice Générale des Finances au Ministère de l'Economie et des Finances

M. Mamadou Makhtar GUEYE
Directeur de l'Intégration Africaine au Ministère des Affaires Etrangères de l'Union Africaine et des Sénégalais de l'Extérieur

TOGO

M. Mawussi Djossou SEMODJI
Chef de l'Unité de Coordination DSRP au Ministère de l'Economie, des Finances et des Privatisations

M. Bandifoh OURO-AKONDO
Conseiller Technique au Ministère de l'Economie, des Finances et des Privatisations

DIRECTION GENERALE

M. Libasse SAMB
Directeur Général

M. Souleymane TAMBOURA
Directeur des Affaires Générales

M. Habib SOUMANA
Directeur des Engagements et de la Gestion des Risques

M. Henri-Marie DONDRA
Directeur Financier et Comptable

III. - CONTEXTE ECONOMIQUE GENERAL ET SITUATION EN AFRIQUE

3.1. - Contexte économique général

En 2003, l' éloignement des incertitudes sur le marché du pétrole liées à la fin de la guerre en Irak, la résorption des contrecoups de l'éclatement de la bulle boursière et la mise en place des politiques massives de relance, notamment dans les pays industrialisés ont permis au taux de croissance de l'économie mondiale de se situer à 3,2 % contre une réalisation de 3,0 % en 2002. Cependant, de nombreux risques continueront de peser sur l'économie mondiale jusqu'au second semestre de l'année 2004, notamment l'échec des négociations commerciales de Cancun qui risque de peser sur le dynamisme du commerce international et par conséquent sur la croissance. Et force est de constater que la croissance n'est pas équilibrée entre les différentes régions du monde.

Les Etats-Unis et les pays émergents d'Asie ont conforté leur avance sur les autres économies industrialisées. Aux Etats-Unis, le taux de croissance a atteint un niveau record au troisième trimestre. Il a atteint 8,2 % en rythme annuel contre 3,3 % au second trimestre pour des prévisions initiales de 6 %. Il s'agit de la croissance la plus forte jamais enregistrée depuis 1984. Tous les déterminants de l'économie y ont contribué, notamment la consommation et les investissements, particulièrement le logement et les équipements informatiques.

En Asie, la croissance a été affectée par le fléchissement de la demande mondiale, la hausse du prix du pétrole, et l'épidémie du Syndrome Respiratoire Aigu et Sévère (SRAS). Cependant au Japon, une remontée spectaculaire de la croissance du PIB a été observée en 2003. Depuis le début de l'année, la demande intérieure semble avoir pris le relais des exportations en tant que soutien à la croissance. Sur les trois premiers trimestres, le Japon a affiché des taux de croissance positifs, respectivement de 0,6 %, 1 % et 0,4 %.

Au total, sur l'année 2003, les prévisions ont été révisées à la hausse et portées à 2 %, contre 0,3 % précédemment et une réalisation de 0,2 % en 2002. Les exportations et la reprise des investissements des entreprises constituent les principaux moteurs de la croissance.

Dans la zone Euro, l'activité a stagné au premier semestre. La croissance du PIB a été quasiment nulle au premier trimestre et légèrement négative au deuxième trimestre. L'appréciation de l'Euro a, comme à la fin de l'année 2002, pesé sur les échanges extérieurs et la croissance. Pour le second semestre, les signes de reprise commencent à se faire sentir, tout particulièrement en Allemagne. Sur l'année 2003, le rythme de progression de l'activité économique connaît une décélération à 0,5 %, contre 0,9 % en 2002.

3.2. - Situation en Afrique

En Afrique au sud du Sahara, l'activité économique de l'UEMOA s'est déroulée en 2003 dans un environnement international marqué par une appréciation de l'Euro par rapport au dollar.

En dépit des lenteurs observées dans le processus de normalisation de la situation socio-politique en Côte d'Ivoire, l'activité économique a amorcé un redressement. Le taux de croissance s'est établi à 3% contre 1,3% en 2002. L'impulsion provient des résultats satisfaisants attendus de l'agriculture vivrière et des cultures de rentes ainsi que des performances des productions minières dont le pétrole.

Cette croissance de l'économie de la zone dont sept (7) Etats sont membres du Fonds a été réalisée dans un contexte de maîtrise de l'inflation. Le taux d'inflation annuel a été de 1,5%, soit pratiquement la moitié de celui enregistré en 2002.

En ce qui concerne la situation des opérations financières des Etats membres de l'Union, un redressement a été également constaté en ligne avec la croissance de l'activité économique. Toutefois, elle demeure encore fragile du fait de l'augmentation des dépenses budgétaires. Certains Etats membres connaissent ainsi une dégradation des soldes budgétaires.

En Afrique Centrale, la situation socio-politique continue de se consolider en 2003. La croissance économique réelle s'est établie à 4,3 % en 2003 contre 5,8 % en 2002. La situation monétaire a été caractérisée par une amélioration des avoirs extérieurs en liaison notamment avec la progression des ventes de pétrole et la réduction du déficit de la balance des services. Le taux d'inflation se situe à 2,2 % en 2003 contre 3 % en 2002.

En Centrafrique, pour l'année 2003, les indicateurs macro-économiques sont caractérisés par une décélération de la croissance économique. La croissance réelle du PIB est de - 0,2 % contre une progression de 0,6 % en 2002, entraînant une diminution du PIB par habitant de 2,7 % pour un taux de croissance démographique de 2,5 %. Les contre-performances du premier trimestre 2003 ont conduit les Autorités à recourir à une loi des finances rectificative en vue d'un réajustement de l'équilibre budgétaire. Néanmoins, les perspectives monétaires pour 2003 sont marquées par une hausse des avoirs extérieurs nets de 6,2 %, un accroissement des crédits à l'économie de 4,2 % et une baisse des créances de l'Etat de 10,2 %.

Au RWANDA, après la performance de 2002 dont le taux de croissance s'établit à 9 %, l'économie rwandaise enregistre un léger ralentissement dont la croissance est estimée à 3,2 % pour 2003. La raison tient à la chute de cours du coltan dont de grandes quantités sont réexportées par le pays. Le pays continue d'enregistrer un déficit de son commerce extérieur en partie financé par l'aide internationale. L'économie est tirée à 90 % par l'agriculture

Les prévisions de croissance de l'économie mondiale ressortent un rythme de progression du PIB de 4,1 %, contre 3,2 % en 2003. La croissance est plus vive en 2004 aux Etats-Unis et moins forte dans la zone Euro.

IV. - ACTIVITES DE L'EXERCICE

4.1. - Réunions des instances

4.1.1. - Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration a tenu sa 19^{ème} session à Bamako le 13 novembre 2003 sous la présidence de Monsieur Bassary TOURE, Ministre de l'Economie et des Finances de la République du MALI, Président en exercice.

Au cours de cette session, le Conseil d'Administration a pris des mesures visant à renforcer la capacité d'intervention du FONDS, notamment la révision du coefficient multiplicateur qui est désormais discriminé en deux (2) taux :

- 5 pour les projets en création,
- 10 pour les projets en développement et les émissions obligataires.

Le Conseil d'Administration a, en outre, encouragé la Direction Générale à explorer les voies de diversification des opérations à court terme dont la confirmation des crédits documentaires et l'assurance-crédit import-export.

4.1.2. - Comité de Gestion

Au cours de l'exercice, le Comité de Gestion a tenu ses 39^{ème} et 40^{ème} sessions respectivement les 28 et 29 juillet 2003 à Cotonou, les 10 et 11 novembre 2003 à Bamako sous la présidence de Monsieur Aboubacar Alhousseyni TOURE, Directeur Général de la Dette Publique au Ministère de l'Economie et des Finances de la République du MALI.

Au terme de ces sessions, le Comité de Gestion a :

- au plan opérationnel :

- approuvé neuf (9) nouvelles interventions en garantie,
- pris acte des approbations du Comité Interne de Garantie qui ont été au nombre de trente-quatre (34),
- procédé à l'annulation d'avals accordés par le Fonds en faveur de cinq (5) projets,

- au plan administratif et financier

- adopté le budget des opérations en capital et de fonctionnement de l'exercice 2004, les bilan et comptes annexes au 31 décembre 2002, le rapport d'activités de l'exercice 2002 et les rapports du Commissaire aux comptes.

4. 2 - Activités administratives et juridiques

4.2.1. - Activités administratives

4.2.1.1. - Organisation des services

L'organigramme adopté par le Conseil d'Administration le 27 mars 2002 à Dakar est demeuré inchangé au 31 décembre 2003. A cette date, l'effectif du Personnel est de 26 agents, de sept (7) nationalités différentes, dont 11 cadres supérieurs, 4 cadres moyens et 11 agents d'exécution.

4.2.1.2. - *Formation*

Au titre de l'année 2003, le programme de formation a concerné 6 agents, dont 3 ont bénéficié d'une formation diplômante :

- Le programme de formation a porté essentiellement sur les thèmes suivants :
 - la communication,
 - le développement des capacités professionnelles des secrétaires et assistants de direction,
- La formation diplômante au profit des 3 agents a porté sur :
 - le Brevet professionnel bancaire,
 - la Maîtrise professionnelle en sciences de gestion,
 - le DESS-Finances.

4.2.2. - Activités juridiques

Les activités juridiques ont concerné essentiellement la mise en œuvre des décisions des Instances (Conseil d'Administration, Comité de Gestion et Comité Interne de Garantie), le suivi des procédures de recouvrement des créances sur certaines sociétés.

4. 3 - Activités opérationnelles

4.3.1. - *Identification de projets*

L'identification de nouveaux projets a été une activité permanente durant toute l'année. Le Fonds a reçu durant l'exercice plus de 100 dossiers de demandes d'interventions (tous produits confondus) en provenance de tous les Etats membres.

4.3.2. - *Evaluation de projets*

Sur la centaine de dossiers reçus, 42 ont fait l'objet d'une évaluation et ont été soumis à l'approbation du Comité de Gestion et du Comité Interne de Garantie.

4.3.3.- Approbations nouvelles

Le montant total des approbations de l'exercice se chiffre à 52 099 millions FCFA et se décompose comme suit :

Nature	Montant (MFCFA)	%
Crédit d'investissement	9 970	19,14
Emprunt obligataire	21500	41,26
Crédit de campagne	20 629	39,60
Total	52 099	100

La répartition des approbations par pays se présente comme suit :

Pays	Projets	Garantie
BENIN	9	9 241
BURKINA	1	1 028
COTE D'IVOIRE	6	7 907
MALI	2	816
NIGER	1	209
SENEGAL	17	23 376
TOGO	6	9 522
TOTAL	42	52 099

4.3.4. - Bilan global des interventions au 31 décembre 2003

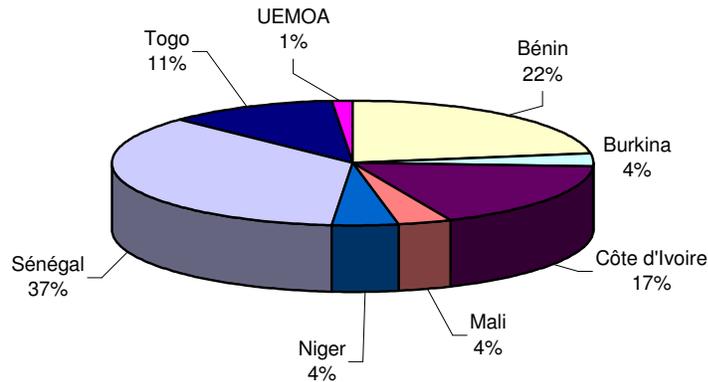
- Garantie :

Les interventions de l'exercice portent à 117 229,48 millions FCFA les approbations brutes en faveur de 91 projets dans 7 Etats membres dont un projet est régional.

APPROBATIONS PAR PAYS

Pays	Projets	Garantie	TOTAL (%)
BENIN	21	26 123,50	22
BURKINA	4	4 153,00	4
COTE D'IVOIRE	16	20 450,80	17
MALI	4	4 316,40	4
NIGER	3	5 223,50	4
SENEGAL	31	42 078,28	37
TOGO	11	13 134,00	11
UEMOA	1	1 750,00	1
TOTAL	91	117 229,48	100,00

Répartition géographique



APPROBATIONS PAR INSTITUTION

Institution	Nombre de dossiers	Montant*	%
AFD	7	9 912	8,46
AFREXIMBANK	1	1 800	1,54
BACB	1	650	0,55
BACI/SIB	1	176	0,15
BIAO-CI	3	438	0,37
BOA-BENIN	3	832,50	0,71
BOA-SENEGAL	1	420	0,36
BOAD	22	36 409	31,06
BICIS	1	366	0,31
BID	2	4 307	3,67
BNDA	1	366,40	0,31
BST	4	1 234,28	1,05
BTCI	2	1 108	0,95
BACI/OMNI/ECOBANK CI	2	3 800	3,24
CBAO	11	10 231	8,73
CONTINENTAL BANK	1	1 400	1,19
CREDIT LYONNAIS SENEGAL	1	480	0,41
ECOBANK-BENIN	2	420	0,36
ECOBANK-BURKINA	1	445	0,38
ECOBANK-CI	1	1 400	1,19
ECOBANK-NIGER	1	208,50	0,18
ECOBANK/BOA BENIN/BIBE	1	444	0,38
FINANCIAL BANK	1	500	0,43
OMNIFINANCE	1	106,80	0,09
SGBS	2	1 265	1,08
SWEDCORP	1	480	0,41
SIFIDA	1	300	0,26
SHELTER AFRIQUE	1	360	0,31
UTB	1	390	0,33
MARCHE FINANCIER REGIONAL	13	36 980	31,54
Total	91	117 229,48	100

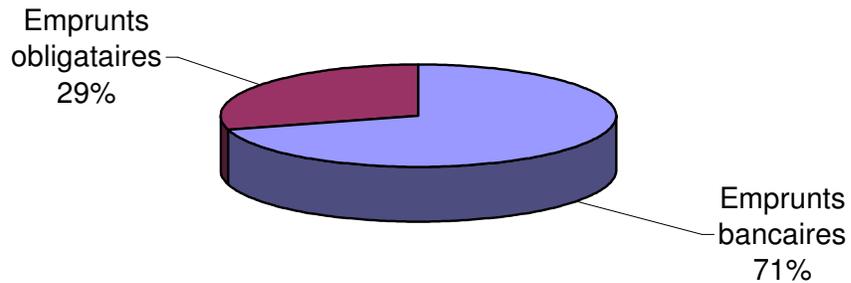
* en millions FCFA

APPROBATION PAR SOURCE DE FINANCEMENT

	Nombre de dossiers	Montant *	%
Emprunts bancaires	79	82 749	71
Emprunts obligataires	12	34 480	29
TOTAL	91	117 229	100

* en millions FCFA

Répartition par source de financement

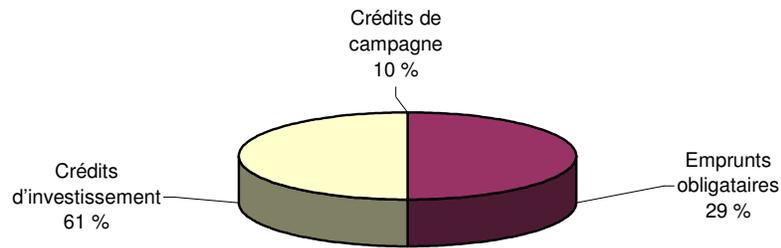


REPARTITION PAR NATURE

	Nombre de dossiers	Montant	%
Crédits de campagne	12	11 164	10
Emprunts obligataires	12	34 480	29
Crédits d'investissement	67	71 585	61
Total	91	117 229	100

Répartition par nature

20

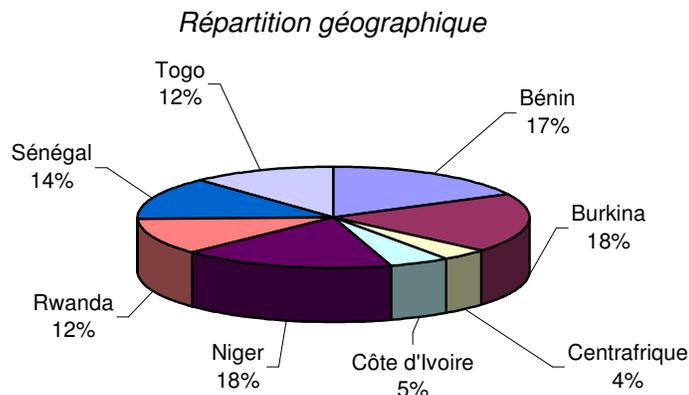


- Bonification

Aucune opération nouvelle de bonification de taux d'intérêt n'a été effectuée durant l'exercice. Les approbations brutes en la matière s'élèvent à 4 005,21 millions FCFA en faveur de 39 projets situés dans 8 Etats membres.

APPROBATIONS PAR PAYS

Pays	Nombre de dossiers	Montant brut	Total (%)
Bénin	05	699,83	17
Burkina	07	756,80	18
Centrafrique	01	158	4
Côte d'Ivoire	01	196,67	5
Niger	07	707,71	18
Rwanda	08	460,92	12
Sénégal	06	548,74	14
Togo	04	476,54	12
Total	39	4 005,21	100



- *Allongement de la durée de crédit*

La seule opération d'allongement de la durée de crédit d'un montant de 172 millions FCFA réalisée par le Fonds a été annulée au cours de l'exercice

- *Prise de participation*

Les interventions du Fonds s'élevaient à 510 millions FCFA au 31 décembre 2002 en faveur de 5 projets dont 3 régionaux.

Il s'agit de participations ayant un caractère stratégique prises par le Fonds dans le cadre de sa contribution au développement du secteur privé dans les Etats membres.

La Société ASE (Appui et Services aux Entreprises) en Côte d'Ivoire qui faisait partie du portefeuille du Fonds, a été liquidée en 2003, ses résultats déficitaires cumulés ayant absorbé tous ses fonds propres.

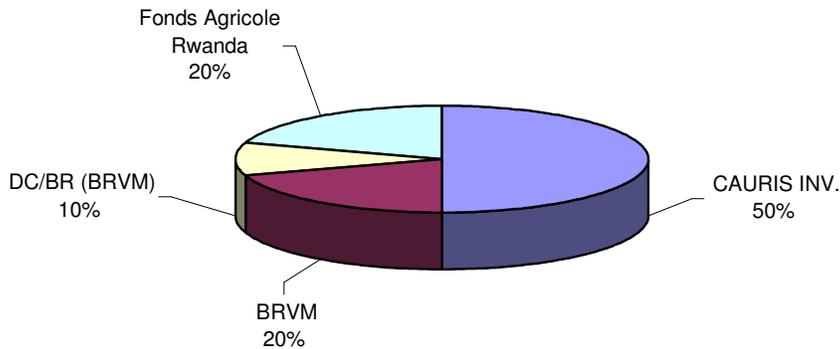
Ainsi, le portefeuille actuel du Fonds se présente comme suit au 31 décembre 2003 :

REPARTITION PAR SOCIETE (en millions FCFA)

Société	Capital Social	Participation FAGACE	
		Montant	%
CAURIS INV.	5 000	250	50
BRVM	2 904	100	20
DC/BR (BRVM)	1 462	50	10
Fonds de Garantie Agricole du Rwanda	2 200*	100	20
TOTAL		500	100

* En millions FRW

REPARTITION PAR SOCIETE



4.3.5. - Suivi des projets approuvés

Au cours de l'exercice, le Fonds est resté en permanence en contact avec les différents bailleurs de fonds et a suivi avec attention l'évolution des projets approuvés. Celle-ci se déroule normalement.

4.4. - Coopération

L'exercice 2003 a été caractérisé par la poursuite de la politique de coopération définie par le Directeur Général dans son plan d'action triennal, soutenue par une stratégie active de communication.

4.4.1. - Avec les Etats membres

Le Fonds a œuvré de manière effective dans le sens du renforcement des relations de coopération avec les Etats membres en réaffirmant sa présence à leurs côtés. C'est ainsi qu'au cours de l'exercice, l'Institution a été présente aux différentes rencontres nationales consacrées aux questions de développement économique et d'intégration sous-régionale par les Etats, notamment :

- le Sommet de la CEN-SAD (réunion des experts et réunion ministérielle) à Niamey (NIGER),
- la Table ronde des bailleurs de fonds de l'Autorité du Développement Intégré du Liptako-Gourma à Ouagadougou (BURKINA),
- le 1^{er} sommet national de la micro-finance du Bénin à Cotonou,
- la 24^{ème} session du Conseil des Ministres de l'Association pour le Développement de la Riziculture en Afrique de l'Ouest (ADRAO) organisé à Cotonou (BENIN).

4.4.2. - Avec les organismes de développement et les institutions financières

Les relations de coopération avec les organisations internationales (Union Européenne, Banque Mondiale, FMI) et institutions régionales (BOAD, OAPI, ALG, CEMAC, UEMOA, FSA, BAD, AIAFD) se sont consolidées à travers les échanges d'information et la participation à des rencontres organisées par celles-ci.

Le Fonds a ainsi participé aux rencontres suivantes :

- Journées annuelles du Club des Dirigeants des Banques et Etablissements de Crédit d'Afrique Francophone à Ouagadougou (Burkina),
- Forum international des PME à Dakar (Sénégal),
- Assemblées annuelles de l'AIAFD à Addis-Abeba (Ethiopie),
- Assemblées annuelles du groupe de la BAD à Addis-Abeba (Ethiopie),
- Colloque de Printemps du Club des Dirigeants et Etablissements de Crédit d'Afrique Francophone à Genève (SUISSE),
- Assemblées annuelles de la Banque Mondiale et du FMI à Dubaï (Emirats Arabes Unis),
- 43^{ème} session du Conseil d'Administration de l'OAPI à Cotonou (BENIN).

Ces rencontres ont favorisé notamment la poursuite de la concertation sur les préoccupations d'intérêt commun.

Au cours de l'exercice, le Fonds a également procédé à l'évaluation de sa coopération avec la BOAD. Dans l'ensemble, le bilan de la coopération entre les deux Institutions s'est révélé positif.

De nouveaux accords-cadre de coopération ont été signés avec

- la SID basée à Djeddah (Arabie Saoudite),
- la BSIC dont le siège est à Tripoli (Libye).

Les objectifs poursuivis par ces accords de coopération sont, entre autres, le développement des synergies dans les interventions et une meilleure contribution au processus d'intégration économique.

Le Fonds entend intensifier ses relations de coopération aussi bien avec ses partenaires habituels qu'avec de nouveaux qu'il continuera d'explorer dans le but d'une recherche de complémentarité et d'élargissement de leurs actions.

4.5. - Situation financière

4.5.1. - *Bilans et comptes annexes*

L'exercice 2003 a été marqué par un regain d'activités dans le domaine de la garantie, résultant en un relèvement des produits de service du Fonds. Les produits de services prennent ainsi le pas sur les produits de placement, rééquilibrant la structure des revenus de l'Institution qui peut enfin vivre des activités pour lesquelles elle a été créée.

Le résultat de l'exercice est bénéficiaire de 77 114 332 FCFA contre une perte de 626 297 264 FCFA en 2002.

Le résumé des bilans se présente comme suit :

<u>ACTIF</u>	<u>2002</u>	<u>2003</u>
Créances interbancaires	1 184 528 839	1 155 089 215
Titre de placement	9 325 526 393	11 209 889 483
Immobilisations financières	371 182 798	371 512 798
Immobilisations incorporelles	37 415 292	23 747 941
Immobilisations corporelles	991 019 713	879 089 648
Autres actifs	236 838 456	665 070 842
Compte d'ordre et divers	209 547 909	361 736 639
TOTAL	12 356 059 400	14 666 136 566
<u>PASSIF</u>		
Dettes interbancaires	0	72 630 397
Dettes à l'égard de la clientèle	2 500 000 000	4 500 000 000
Autres passifs	108 636 778	34 716 022
Compte d'ordre et divers	178 490 876	381 426 253
Provision pour risques et charges	195 519 053	226 836 869
Capital	7 736 840 000	7 736 840 000
Réserves	1 545 859 667	919 572 403
Ecart de réévaluation	717 000 290	717 000 290
Résultat	-626 297 264	77 114 332
TOTAL	12 356 059 400	14 666 136 566

Le total du bilan en 2003 s'élève à 14 666 136 566 FCFA et augmente de 16 % par rapport à l'exercice 2002.

A L'ACTIF

- *Créances interbancaires*

Les créances interbancaires représentent 8 % du total du bilan et s'élèvent à 1 155,08 millions FCFA. Elles concernent les dépôts à terme et les comptes à vue.

- *Titres de placement*

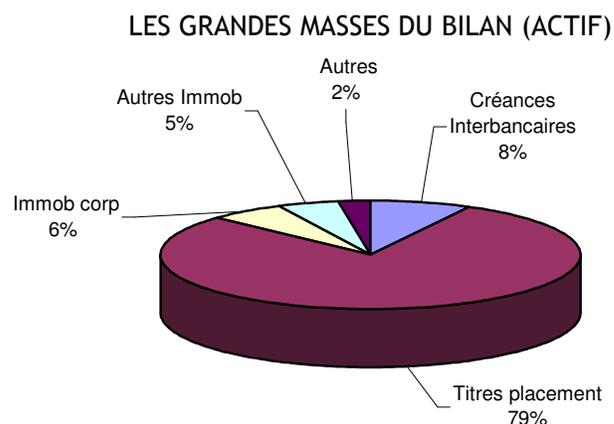
Les titres de placement s'élèvent à 11 209,8 millions FCFA et progressent de 20 %, grâce aux activités d'intermédiation.

- *Immobilisations corporelles et incorporelles*

Les valeurs immobilisées sont en baisse (- 12 %) par rapport à l'exercice précédent en raison de leur amortissement normal.

- *Autres Actifs*

Les autres Actifs sont constitués en partie des débiteurs divers et se chiffrent à 665,07 millions FCFA. Ils progressent de 174 % et s'expliquent par les commissions de service non encore encaissées par le Fonds.



AU PASSIF

- *Dettes à l'égard de la clientèle*

Les dettes à l'égard de la clientèle passent de 2 500 millions FCFA en 2002 à 4 500 millions FCFA en 2003 soit une progression de l'ordre de 44 %, qui s'explique par le développement des activités d'intermédiation.

- *Autres Passifs*

Ce poste varie à la baisse de 68 % et concerne les prestataires de services.

- *Provision pour risques et charges*

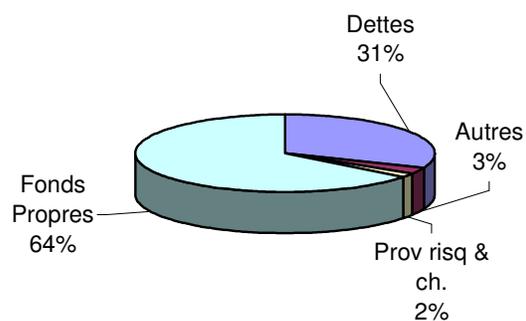
Les provisions pour risques et charges (+ 16 %) concernent les honoraires d'avocats et les primes de départ à la retraite.

- *Capitaux Propres*

Le capital dotation de 7 736 840 000 FCFA demeure stable en 2003. Par contre, les réserves varient à la baisse de 41 % en 2003 s'affichant à 919 572 403 FCFA contre 1 545 863 667 FCFA en 2002.

Cette baisse s'explique par l'incorporation de la perte de 626 297 264 FCFA enregistrée en 2002.

LES GRANDES MASSES DU BILAN (PASSIF)



- *En hors Bilan*

Les engagements donnés et reçus s'équilibrent à 75 999,4 millions FCFA et concernent 46 projets dans les pays membres.

- *Comptes de résultats*

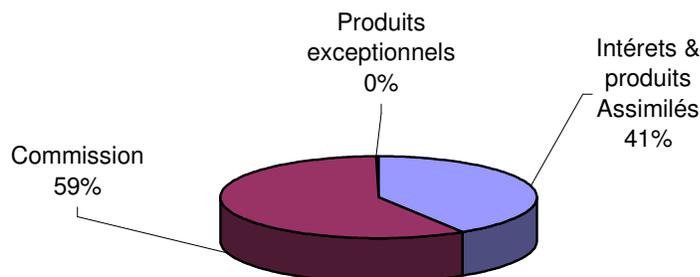
Le résumé des comptes de résultat se présente comme suit :

	<u>2002</u>	<u>2003</u>
PRODUITS		
Intérêts et produits assimilés	553 046 818	671 958 685
Commissions	518 470 457	960 422 408
Produits généraux d'exploitation	60 369 114	0
Excédents des reprises sur les dotations	0	0
Produits exceptionnels	80 996 382	3 986 466
Total des produits	1 212 882 771	1 636 367 559
CHARGES		
Intérêts et charges assimilés	179 878 497	310 737 499
Frais de personnel	326 565 134	378 957 195
Autres frais généraux	545 115 512	580 846 860
Dot. aux amortissements et prov.	788 034 892	284 527 758
Charges exceptionnelles	0	4 683 915
Total des charges	1 839 594 035	1 559 253 227
Résultat de l'exercice	-626 711 264	77 114 332

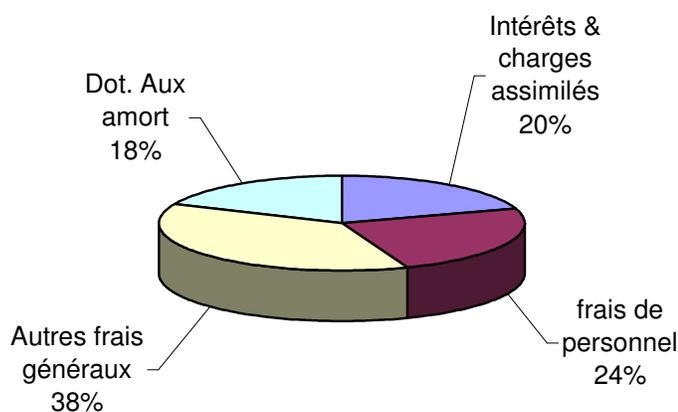
Dans l'ensemble, les produits d'exploitation ont connu une augmentation très appréciable atteignant 1 636 367 559 FCFA en 2003 contre 1 212 882 771 FCFA en 2002 soit une hausse de 35 % .

Cette progression qui se poursuit depuis plus de 3 ans est due principalement au dynamisme marqué dans les activités opérationnelles notamment leur diversification et le développement des émissions obligataires.

LES COMPTES DE RESULTATS (PRODUITS)



LES COMPTES DE RESULTATS (CHARGES)



4.5.2. - Exécution du budget

- *Opérations en capital*

Arrêtés en recettes et dépenses à 150 100 000 FCFA, le budget a été exécuté à hauteur de 458,74 % en ce qui concerne les recettes, soit 688 570 312 FCFA et à hauteur de 94 %, soit 75 168 791 FCFA pour les dépenses, le solde dégagé s'élevant à 613 401 521 FCFA.

- *Fonctionnement*

Arrêté en recettes et dépenses à 1 105 000 000 FCFA, le budget a été exécuté à hauteur de 148 % en ce qui concerne les recettes, soit 1 636 367 559 FCFA et à hauteur de 99 %, soit 947 797 247 FCFA pour les dépenses, le solde dégagé s'élevant à 688 570 312 FCFA.

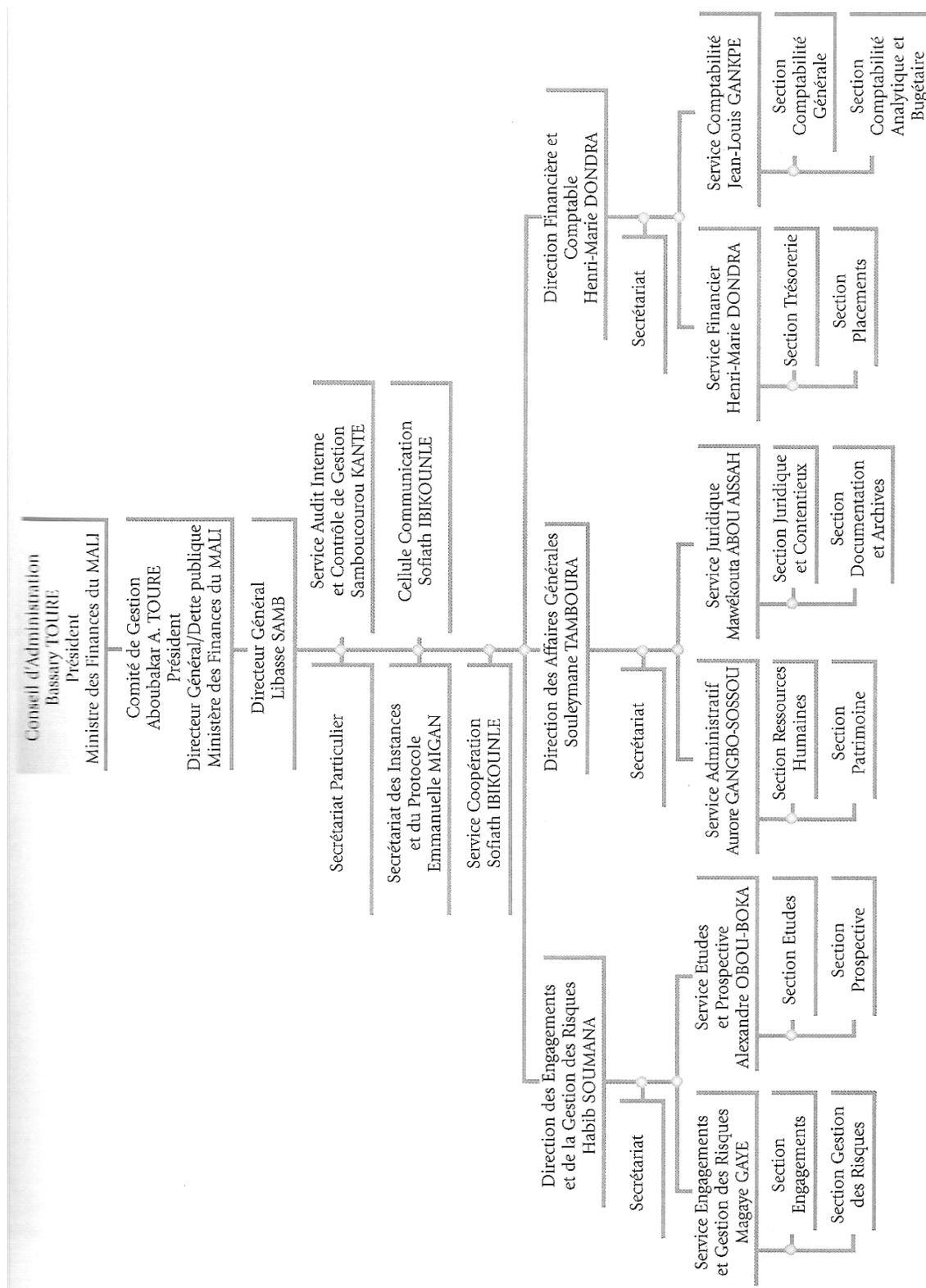
4.5.3. - Vérification des comptes

Le Cabinet EFIC de la République du Niger, Commissaire aux comptes a vérifié les comptes et le système de contrôle interne. A l'issue de sa mission, il a certifié sincères les états financiers. Il a également certifié que le système de contrôle interne en vigueur au sein de l'Institution garantit la sécurité du patrimoine

V. - ANNEXES

- 5.0. - Organigramme du Fonds au 31/12/2003
- 5.1. - Bilan des interventions au 31/12/2003
- 5.2. - Bilan et comptes annexes au 31/12/2003
- 5.3. - Détail des approbations nouvelles
- 5.4. - Lettre de certification du Commissaire aux comptes

ORGANIGRAMME AU 31 DECEMBRE 2003



BILAN DES INTERVENTIONS AU 31 DECEMBRE 2003

AVALS

N°	PAYS	PROJET	Preteur	Mt de Garantie
1	BENIN	STAT° TERRIENNE TELECOM	AFD	1 167,00
2	BENIN	CEB1	AFD	800,00
3	BENIN	CEB/NEPA	BOAD	2 520,00
4	BENIN	SBEE	AFREXIMBANK	1 800,00
5	BENIN	CEB2	AFD	3 985,00
6	BENIN	SONAPRA	AFD	1 800,00
7	BENIN	IBCG	BOAD	2 100,00
8	BENIN	SHB	AFD	1 140,00
9	BENIN	CFR	BOAD	780,00
10	BENIN	SOBETEX	SIFIDA	300,00
11	BENIN	ENERDAS	ECOBANK-BENIN	210,00
12	BENIN	CIMBENIN	SWEDCORP	480,00
13	BENIN	CRUSTAMER	BOA BENIN	400,00
14	BENIN	FSG	ECOBANK/BOA BENIN/BIBE	444,00
15	BENIN	NASSIROU KABIR	FINANCIAL BANK	500,00
16	BENIN	CSI BENIN	BOA BENIN	87,50
17	BENIN	SBEE	BOAD	500,00
18	BENIN	EROH	ECOBANK-BENIN	210,00
19	BENIN	TELECEL BENIN	Marché Financier Régional	2 500,00
20	BENIN	OPT	BOAD	3 000,00
21	BENIN	SODICOT	CONTINENTAL BANK	1 400,00
22	BURKINA	SODEGRAIN	BID	1 028,00
23	BURKINA	JOSSIRA	ECOBANK- BF	445,00
24	BURKINA	ONATEL	BOAD	2 030,00
25	BURKINA	JOSSIRA II	BACB	650,00
26	COTE D'IVOIRE	CEBON	BIAO CI	78,00
27	COTE D'IVOIRE	JUNIOR TEXTILE	BACI/SIB	176,00
28	COTE D'IVOIRE	EMPRUNT CI TELECOM	Marché Financier Régional	2 480,00
29	COTE D'IVOIRE	EMPRUNT SIR	Marché Financier Régional	3 000,00
30	COTE D'IVOIRE	EMPRUNT PETRO IVOIRE	Marché Financier Régional	250,00
31	COTE D'IVOIRE	PETROCI	BOAD	2 500,00
32	COTE D'IVOIRE	EMPRUNT BACI/COBACI	Marché Financier Régional	3 500,00
33	COTE D'IVOIRE	FTG	BIAO CI	180,00
34	COTE D'IVOIRE	TEXICODI	BIAO CI	180,00
35	COTE D'IVOIRE	ELEA (TROPICO)	BOAD	200,00
36	COTE D'IVOIRE	AIT 1	BACI/OMNI/ECOBANK CI	1 000,00
37	COTE D'IVOIRE	AIT2	BACI/OMNI/ECOBANK CI	2 800,00
38	COTE D'IVOIRE	AIT3	BTCI	1 000,00
39	COTE D'IVOIRE	SIDEPA	ECOBANK CI	1 400,00
40	COTE D'IVOIRE	ENAFIP	OMNIFINANCE	106,80
41	COTE D'IVOIRE	EMPRUNT SMB	Marché Financier Régional	1 600,00
42	MALI	SMH	BOAD	1 000,00
43	MALI	SOTELMA	BOAD	2 500,00
44	MALI	BETON MALI	BOAD	450,00
45	MALI	MARBI MALI	BNDA	366,40
46	NIGER	NIGELEC	BOAD	2 015,00
47	NIGER	CNUT	ECOBANK NIGER	208,50
48	NIGER	SONITEL	BOAD	3 000,00
49	SENEGAL	CIMENTS DU SAHEL	SGBS	1 100,00
50	SENEGAL	SONAGA	BOAD	500,00
51	SENEGAL	OSBI	BOAD	1 522,00

52	SENEGAL	EMPRUNT ICS	Marché Financier Régional	4 500,00
53	SENEGAL	SONES	CBAO	1 750,00
54	SENEGAL	@LINK	CBAO	240,00
55	SENEGAL	SUD INVEST	CBAO	400,00
56	SENEGAL	SESNCDs	CBAO	500,00
57	SENEGAL	SADIA EXPORT	CBAO	120,00
58	SENEGAL	DAKAR THON	BST	420,00
59	SENEGAL	SONACOS	CBAO	2 400,00
60	SENEGAL	SENELEC	BOAD	1 980,00
61	SENEGAL	SENBUS	CBAO	2 080,00
62	SENEGAL	PCCI	BOAD	1 200,00
63	SENEGAL	EMPRUNT SENELEC	Marché Financier Régional	7 500,00
64	SENEGAL	SONOTRAM	BST	89,00
65	SENEGAL	THOCOMAR	BST	325,28
66	SENEGAL	RESIDENCES MILLENIUM	BICIS	366,00
67	SENEGAL	1ER AGRO OILS	BOA SENEGAL	420,00
68	SENEGAL	PCCI	CREDIT LYONNAIS SENEGAL	480,00
69	SENEGAL	CDTA	CBAO	500,00
70	SENEGAL	AFRICAMER	CBAO	420,00
71	SENEGAL	SE-SNCDS	CBAO	750,00
72	SENEGAL	ICOTAF	BST	400,00
73	SENEGAL	EMPRUNT MAT FORCE	Marché Financier Régional	500,00
74	SENEGAL	ICS 2	BOAD	500,00
75	SENEGAL	SATREC	BOAD	2 880,00
76	SENEGAL	SENELEC	BOAD	3 000,00
77	SENEGAL	VAN BON	CBAO	1 071,00
78	SENEGAL	SUNU AIR	SGBS	165,00
79	SENEGAL	EMPRUNT PAD	Marché Financier Régional	4 000,00
80	TOGO	EDITOGO	AFD	320,00
81	TOGO	ODEF/AFRI	AFD	700,00
82	TOGO	GYMA CULTURE	BOAD	252,00
83	TOGO	SOPRIM	SHELTER AF.	360,00
84	TOGO	TOGO TELECOM	BOAD	1 980,00
85	TOGO	EMPRUNT CEB	Marché Financier Régional	3 000,00
86	TOGO	SAJER TRADING	BTCI	108,00
87	TOGO	SOPIC	BOA-BENIN	345,00
88	TOGO	CMTL	UTB	390,00
89	TOGO	EMPRUNT GTA C2A	Marché Financier Régional	2 400,00
90	TOGO	AtI.TELECOM	BID	3 279,00
91	UEMOA	EMPRUNT SHELTER AF.	Marché Financier Régional	1 750,00

en millions USD

117 229,48

BONIFICATIONS*(1) en millions FCFA (2) en millions USD (3) en millions FRW)*

Pays	Projet	Prêteur	Nbre de points	Coût total	Montant
Bénin	Dév. rural Atacora phase 2	BOAD	1,23	6 870,72	143,00
	Ponts Mono & Sazué	"	1,85	2 847,00	157,00
	Route Savè Parakou	"	1,00	9 300,00	131,00
	Electrification rurale	"	1,00	922,00	74,64
	Turbine à gaz	"	0,60	6 500,00	194,19
Burkina	Sofivar	"	1,50	1 834,00	108,50
	AHA Sourou	"	1,00	1 509,00	88,00
	Sites antiérosifs	"	2,50	1 293,00	91,80
	Barrage de Bagré	"	1,00	47 978,00	117,00
	Sofitex	"	1,00	5 400,00	110,00
	AHA Liptako-Gourma	"	1,00	2 460,00	138,50
	Route Ouaga-Léo	Fds CEDEAO	0,60	2 900,00	103,00
Centrafrique	Sucrerie de la Ouaka	BDEAC	2,00	11 000,00	158,00
	Echangeur bld VGE	BOAD	0,5	10 929,00	196,67
Côte d'Ivoire	Sonichaux	BDRN	4,65	570,00	77,69
	Sonia	"	4,66	771,00	71,00
Niger	AHA Dembou	BOAD	1,50	1 879,00	147,00
	Irrigation Dallol-Maouri	"	1,50	1 500,00	81,67
	Route rurale Gotheye-Mehana	"	1,00	1 402,00	91,07
	AEP ville de Niamey	"	1,00	4 344,00	104,28
	Hydraulique Tillabery	"	1,00	1 970,00	135,00
	Hôtel Izuba de Gisenyi	AFD	1,00	1 820,00	150,00
	Sopab	BRD	3,50	195,00	41,50
Rwanda	AEP Région des Laves**	BADEA	0,80	*72,20	90,00
	Ovibar	BRD	3,00	304,00	65,64
	Juco Fruits	"	4,00	138,00	19,20
	Utexrwa	BRD/BCR	4,40	2 260,89	49,09
	Srb	BRD	4,00	824,00	11,29
	Marché Remera	BRD	1,00	**300,00	34,20
	AHA Anambé	BOAD	2,00	6 637,00	120,00
Sénégal	AEP Région de Saint-Louis	"	1,00	2 840,00	95,00
	sert	SFI	1,50	1 500,00	34,74
	Ensema	BID	0,50	4 560,00	109,00
	Route Fatick-Kaolack	Fonds CEDEAO	0,75	6 570,00	91,00
	Chemin de fer	Pakistan	1,70	750,00	99,00
Togo	Sotoco	BOAD	1,25	3 200,00	101,05
	AEP Dapaong	"	1,00	8 630,00	113,68
	Turbines à gaz	"	0,60	6 500,00	194,19
	Acquisition de bus	BID		2 111,00	67,17
					4 005,21

BILAN ET COMPTES ANNEXES AU 31/12/2003

A C T I F	(en FCFA) MONTANTS NETS	
	Exercice 2002 (PM)	Exercice 2003
CREANCES INTERBANCAIRES		
A vue		
* Banques Centrales	4 396 918	53 417 105
* Trésor Public, CCP		
* Autres établissements de crédit	517 436 367	671 348 090
A terme	662 695 554	430 324 020
CREANCES SUR LA CLIENTELE		
Portefeuille d'effets commerciaux		
* Crédits de campagne		
* Crédits ordinaires		
Autres concours à la clientèle		
* Crédits de campagne		
* Crédits ordinaires		
Comptes ordinaires débiteurs		
Affacturage		
TITRES DE PLACEMENT	9 325 526 393	11 209 889 483
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	371 182 798	371 512 798
CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	37 415 292	23 747 941
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	991 019 713	879 089 648
ACTIONNAIRES OU ASSOCIES		
AUTRES ACTIFS	236 838 456	665 070 842
COMPTES D'ORDRE ET DE DIVERS	209 547 909	361 736 639
TOTAL DE L'ACTIF	12 356 059 400	14 666 136 566

P A S S I F	(en FCFA)	
	MONTANTS NETS	
	Exercice 2002 (PM)	Exercice 2003
DETTES INTERBANCAIRES		
A vue		
* Trésor public, CCP		
* Autres établissements de crédit	0	72 630 397
A terme		
DETTES A L'EGARD DE LA CLIENTELE		
Comptes d'épargne à vue		
Comptes d'épargne à terme		
Bon de caisse		
Autres dettes à vue		
Autres dettes à terme	2 500 000 000	4 500 000 000
DETTES REPRESENTÉES PAR UN TITRE		
AUTRES PASSIFS	108 636 778	34 716 022
COMPTES D'ORDRE ET DIVERS	178 490 876	381 426 253
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	195 519 053	226 836 869
PROVISIONS REGLEMENTÉES		
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX		
CAPITAL	7 736 840 000	7 736 840 000
PRIMES LIÉES AU CAPITAL		
RESERVES	1 545 869 667	919 572 403
ECARTS DE REEVALUATION	717 000 290	717 000 290
REPORT A NOUVEAU		
RESULTAT DE L'EXERCICE	-626 297 264	77 114 332
TOTAL DU PASSIF	12 356 059 400	14 666 136 566

COMPTE DE RESULTAT	MONTANTS	
	Exercice 2002 (PM)	Exercice 2003
PRODUITS		
INTERETS ET PRODUITS ASSIMILES		
Intérêts et produits assimilés sur créance interbancaires	553 460 818	671 958 685
Intérêts et produits assimilés sur créances sur la clientèle		
Autres intérêts et produits assimilés		
PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
COMMISSIONS	518 470 457	960 422 408
PRODUITS SUR OPERATIONS FINANCIERES		
Produits sur titres de placement		
Dividendes et produits assimilés		
Produits sur opérations de change		
Produits sur opérations de hors bilan		
PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION BANCAIRE		
MARGES COMMERCIALES		
VENTES DE MARCHANDISES		
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES		
PRODUITS GENERAUX D'EXPLOITATION	60 369 114	
REPRISE D'AMORTISSEMENTS ET DE PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS		
SOLDE EN BENEFICE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN		
EXCEDENT DES REPRISES SUR LES DOTATIONS DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	0	0
PRODUITS EXCEPTIONNELS		3 986 466
PROFITS SUR EXERCICES ANTERIEURS	80 996 382	
RESULTAT DE L'EXERCICE	626 297 264	
TOTAL	1 839 594 035	1 636 367 559

(en FCFA)

COMPTE DE RESULTAT	MONTANTS
--------------------	----------

	Exercice 2002 (PM)	Exercice 2003
CHARGES		
INTERETS ET CHARGES ASSIMILEES		
Intérêts et charges assimilées sur dettes interbancaires		
Intérêts et charges assimilées sur dettes à l'égard de la clientèle		
Intérêts et charges assimilées sur dettes représentées par un titre		
Autres intérêts et charges assimilées	179 878 497	310 737 499
CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES		
COMMISSIONS		
CHARGES SUR OPERATIONS FINANCIERES		
Charges sur titres de placement		
Charges sur opérations de change		
charges sur opérations de hors bilan		
CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION BANCAIRE		
ACHATS DE MARCHANDISES		
STOCKS VENDUS		
VARIATIONS DE STOCKS DE MARCHANDISES		
FRAIS GENERAUX D'EXPLOITATION		
Frais de personnel	326 565 134	378 957 195
Autres frais généraux	545 115 512	580 346 860
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	788 034 892	284 527 758
SOLDE EN PERTE DES CORRECTIONS DE VALEUR SUR CREANCES ET DU HORS BILAN		
EXCEDENT DES DOTATIONS SUR LES REPRISES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX		
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
PERTES SUR EXERCICES ANTERIEURS	0	4 683 915
IMPOT SUR LE BENEFICE		
RESULTAT DE L'EXERCICE		77 114 332
TOTAL	1 839 594 035	1 636 367 559

(en FCFA)

MONTANTS NETS

ENGAGEMENTS HORS BILAN	Exercice 2002 (PM)	Exercice 2003
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
En faveur d'établissements de crédit		
En faveur de la clientèle		
ENGAGEMENT DE GARANTIE	21 218 229 809	75 999 450 000
D'ordre d'établissements de crédit		
Aval Prêt BOAD à GYMA CULTURE	131 330 928	0
Aval Prêt C.F.D. à C.E.B.	4 263 546 124	2 558 290 000
Aval Prêt C.F.D. à SONAPRA	1 141 411 832	373 500 000
Aval Prêt BOAD à IBCG	2 100 000 000	2 094 750 000
Aval Prêt PROPARCO à SHB	1 140 000 000	797 730 000
Aval Prêt ECOBANK BF à JOSSIRA 1	445 200 000	320 400 000
Aval Prêt BACB à JOSSIRA 2		650 000 000
Aval Prêt SHELTER AFRIQUE à SOPRIM	330 000 000	360 000 000
Aval Prêt BOAD à TROPICO/ELEA	200 000 000	189 200 000
Aval Prêt BOAD à SMH	875 000 000	1 000 000 000
Aval Prêt CGF BOURSE à ICS	4 500 000 000	4 500 000 000
Aval Prêt SGI BICI BOURSE à PETRO IVOIRE	250 000 000	200 000 000
Aval Prêt CITIBANK à SIR	3 000 000 000	3 000 000 000
Aval Prêt CBAO à SUDINVEST	277 162 930	381 760 000
Aval Prêt BOAD à NIGELEC	86 236 834	2 015 000 000
Aval Prêt CGF BOURSE à SHELTER AFRIQUE	1 750 000 000	1 750 000 000
Aval Prêt CBAO à SNSNCDS	120 000 000	750 000 000
Aval Prêt CBAO à SADIA EXPORT	120 000 000	120 000 000
Aval Prêt BOAD à TOGO TELECOM	488 341 161	2 400 000 000
Aval Prêt CONTINENTAL BQ. BENIN à SBEE		1 800 000 000
Aval Prêt ECOBANK BENIN à ENERDAS		192 480 000
Aval Prêt BID à TELECEL BENIN		2 500 000 000
Aval Prêt BOAD à ONATEL		2 030 000 000
Aval prêt BOAD à PETROCI		2 500 000 000
Aval Prêt BIBE à FSG		193 360 000
Aval Prêt ECOBANK BENIN à FSG		244 000 000
Aval Prêt FINANCIAL BQ. à NASSIROU KABIR		500 000 000
Aval Prêt SGI ATLANTIQUE BOURSE à BACI/COBACI		3 500 000 000
Aval Prêt CBAO à @LINK		204 000 000
Aval Prêt BST à ICOTAF		400 000 000
Aval Prêt BOAD à SENELEC		1 980 000 000
Aval Prêt BICI BOURSE à SENELEC		7 500 000 000
Aval Prêt BOAD à CEB		3 000 000 000
Aval Prêt BOAD à CEB / NEPA		2 530 000 000
Aval Prêt Emprunt GTA-C2A		2 400 000 000
Aval Prêt BOAD à RNET		2 000 000 000
Aval Prêt BOAD à OPT		2 999 700 000
Aval Prêt CONTINENTAL BQ. BENIN à SODICOT		1 600 000 000
Aval Prêt ECOBANK CI à SIDEPA		1 400 000 000
Aval Prêt Emprunt CI TELECOM		2 500 000 000
Aval Prêt Emprunt SMB		1 600 000 000
Aval Prêt BACI à AIT 2		2 800 000 000
Aval Prêt BOAD à PCCI		1 200 000 000
Aval Prêt BOAD/CBAO à SATREC		2 880 000 000
Aval Prêt THOCOMAR		335 280 000
Aval Prêt CBAO à SONES		1 750 000 000

DETAIL DES APPROBATIONS NOUVELLES

BENIN

- *Emprunt obligataire TELECEL BENIN 8,05 % 2003-2008*

Le FAGACE a consenti une garantie à première demande d'un montant de 2 500 MFCFA en couverture partielle d'un emprunt obligataire de 4 000 MFCFA émis par Télécel Bénin sur le marché régional de l'UEMOA.

L'émission de l'emprunt est destinée à augmenter la capacité de Télécel Bénin en la dotant d'équipements nécessaires à l'extension de son réseau.

- *Projet de liaison à fibres optiques Bénin - Burkina - Togo par l'Office des Postes et Télécommunications (OPT)*

Le FAGACE a consenti une garantie d'un montant de 3 000 MFCFA en couverture d'un prêt de 9 000 MFCFA accordé par la BOAD en faveur de l'OPT.

Le projet dont le coût total est de 12 000 MFCFA a pour objet l'installation de trois artères de câbles à fibres optiques, d'une longueur totale de 760 km environ, et d'équipements de commutation associés, destinés à assurer l'interconnexion du Bénin avec le Burkina Faso, le Niger et le Togo et de permettre l'accès de ces derniers au point d'atterrissage du système de câbles sous-marins SAT3/WASC/SAFE de Cotonou.

BURKINA

- *Projet d'implantation d'une minoterie par la Société SODEGRAIN*

Le FAGACE a consenti une garantie d'un montant de 1 028 MFCFA en couverture d'un prêt de 2 057 MFCFA accordé par la BID en faveur de la Société SODEGRAIN.

Le projet dont le coût total s'élève à 4 275 MFCFA a pour objet l'extension des activités de la SODEGRAIN par l'implantation à Matourkou, d'une unité de transformation de maïs en divers produits finis.

SENEGAL

- *Projet d'implantation d'une unité de production de lait stérilisé, pasteurisé, beurre et margarine par la Société SATREC*

Le FAGACE a consenti une garantie d'un montant de 2 880 MFCFA en couverture partiel d'un prêt de 4 800 MFCFA accordé par la BOAD en faveur de la Société SATREC.

Le projet dont le coût total est de 7 212 MFCFA a pour objet l'implantation d'une unité de production de lait stérilisé UHT conditionné en bouteilles plastiques, de lait pasteurisé en sachets, de beurre et margarine en pots et barquettes.

- *Projet d'extension de centrales thermiques par la Société SENELEC*

Le FAGACE a consenti une garantie d'un montant de 3 000 MFCFA en couverture partiel d'un prêt de 9 000 MFCFA accordé par la BOAD en faveur de la Société SENELEC.

Le projet dont le coût total s'élève à 12 393 MFCFA a pour objet la réalisation du programme minimal d'investissements de la SENELEC par l'extension des centrales thermiques de Tambacounda et Boutoute et la construction d'une ligne 90 KV SOCOCIM - MBOUR.

- *Projet de construction d'un terminal de fruits et légumes par la Société VAN BON LOGISTICS*

Le FAGACE a consenti une garantie d'un montant de 1 071 MFCFA en couverture d'un prêt de 1 785 MFCFA en faveur de la Société VAN BON LOGISTICS.

Le projet dont le coût total est de 2 400 MFCFA a pour objet la construction dans l'enceinte du Port Autonome de Dakar d'un terminal de fruits et légumes composé d'un ensemble d'entrepôts frigorifiques à températures positives.

- *Projet d'acquisition d'un fokker-27 par la Société SUNUAIR SENEGAL*

Le FAGACE a consenti une garantie d'un montant de 165 MFCFA en couverture d'un prêt de 330 MFCFA accordé par la SGBS en faveur de la Société SUNUAIR SENEGAL.

Le projet d'un coût total de 757 MFCFA a pour objet l'acquisition et l'exploitation d'un avion de type fokker-27 dans le cadre d'un transport aérien de passagers au Sénégal et dans la sous-région.

- *Emprunt obligataire en faveur du Port Autonome de Dakar 2003-2010*

Le FAGACE a consenti une garantie à première demande d'un montant de 4 000 MFCFA en couverture partielle d'un emprunt obligataire de 30 000 MFCFA émis par le Port Autonome de Dakar sur le marché régional de l'UEMOA.

L'émission de l'emprunt est destinée à mobiliser sur le marché financier des ressources financières destinées au financement du programme d'extension et de modernisation du Port Autonome de Dakar.

TOGO

- *Projet de la Société Atlantique Télécom*

Le FAGACE a consenti une garantie d'un montant de 3 279 MFCFA en couverture d'un prêt de 32 469 MFCFA accordé par la BID en faveur de la Société Atlantique Télécom.

Le projet dont le coût total s'élève à 43 360 MFCFA a pour objet le refinancement en lease back par la BID de matériels achetés auprès de SIEMENS.

Lettre de certification du Commissaire aux comptes

RAPPORT GENERAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS
ANNUELS DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003

Monsieur le Président du Conseil d'Administration,
Mesdames et Messieurs les Administrateurs,
Mesdames et Messieurs les Membres du Comité de Gestion,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par Décision N° 7/17/CA/02/DAKAR du 27 mars 2002 de votre Conseil d'Administration, nous vous présentons notre rapport général relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2003 sur :

- le contrôle des états financiers annuels du FAGACE tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Ces comptes font apparaître au bilan une situation nette de FCFA 9 450 527 025 y compris le résultat bénéficiaire de l'exercice de FCFA 77 114 332.

Les états financiers annuels ont été arrêtés par la Direction du FAGACE. Il nous appartient, sur la base de nos contrôles, d'exprimer une opinion sur ces états financiers.

I – Opinion sur les états financiers annuels

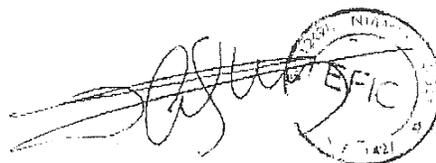
Nous avons effectué nos contrôles selon les normes de la profession ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers annuels ne comportent pas d'anomalies significatives.

Ces contrôles consistent à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces états financiers. Ils consistent également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des états financiers et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les états financiers annuels du FAGACE pour l'exercice clos le 31 décembre 2003, sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du FAGACE à la date du 31 décembre 2003.

II – Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the acronym 'CFC' and other illegible text.

Niamey, le 19 avril 2004
Hadi Goni Boulama
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2003

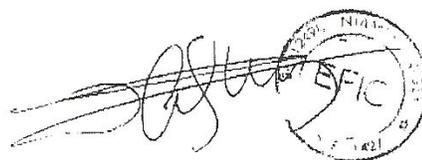
Monsieur le Président du Conseil d'Administration,
Mesdames et Messieurs les Administrateurs,
Mesdames et Messieurs les Membres du Comité de Gestion,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par Décision N° 7/17/CA/02/DAKAR du 27 mars 2002 de votre Conseil d'Administration, nous avons l'honneur de vous présenter notre rapport spécial.

Le Conseil d'Administration et la Direction Générale du FAGACE ne nous ont avisé d'aucune convention intervenue entre le FAGACE et son Directeur Général ou l'un de ses Administrateurs.

Niamey, le 19 avril 2004

Hadi Goni Boulama
LE COMMISSAIRE AUX COMPTES

A handwritten signature in black ink is written over a circular official stamp. The stamp contains the acronym 'FAGACE' in the center, with 'Niamey' at the top and '2004' at the bottom. The signature is a cursive script that overlaps the stamp.